

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2021

Ville de Rosemère | 73020 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Justine Asselin, atteste la véracité du Rapport financier consolidé de Ville de Rosemère pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021.

Signature Justine Asselin

Date 22 avril 2022

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	4
État consolidé de la situation financière	5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État consolidé des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	8
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	26
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	27
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	28
Situation financière par organismes	29
Charges par objets	30
Excédent (déficit) accumulé	31
Avantages sociaux futurs	35

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	43
Analyse des charges consolidées	55

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la Ville de Rosemère

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Ville de Rosemère (« l'entité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2021, et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Rosemère au 31 décembre 2021, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers consolidés au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Rosemère inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14, S15 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;

- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

BCGO S.E.N.C.R.L. ¹

BCGO s.e.n.c.r.l.

Salaberry-de-Valleyfield, le 22 avril 2022

1 Par CPA auditrice CA, permis de comptabilité publique no. A116447

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Budget	Réalisations	
		2021	2021	2020
Revenus				
Taxes	1	25 348 600	25 102 387	25 494 015
Compensations tenant lieu de taxes	2	562 300	552 845	552 950
Quotes-parts	3			
Transferts	4	701 600	4 953 709	3 746 663
Services rendus	5	2 096 900	2 215 165	1 846 974
Imposition de droits	6	2 340 000	3 680 036	2 724 778
Amendes et pénalités	7	1 510 200	1 574 595	1 216 047
Revenus de placements de portefeuille	8	90 000	66 495	147 565
Autres revenus d'intérêts	9	113 600	135 417	48 666
Autres revenus	10	234 800	574 489	220 489
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	32 998 000	38 855 138	35 998 147
Charges				
Administration générale	14	5 201 600	5 023 057	4 792 047
Sécurité publique	15	6 909 100	6 849 446	6 485 623
Transport	16	6 887 100	6 669 825	6 467 968
Hygiène du milieu	17	9 172 100	9 093 995	8 492 200
Santé et bien-être	18	227 800	234 923	219 929
Aménagement, urbanisme et développement	19	964 100	1 194 726	1 120 660
Loisirs et culture	20	5 466 600	5 114 007	4 563 990
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	1 144 800	930 644	970 129
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	35 973 200	35 110 623	33 112 546
Excédent (déficit) de l'exercice	25	(2 975 200)	3 744 515	2 885 601
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		66 457 095	63 571 494
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			
Solde redressé	28		66 457 095	63 571 494
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		70 201 610	66 457 095

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	4 619 414	8 517 379
Débiteurs (note 5)	2	14 417 044	11 025 403
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	189 660	138 180
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	19 226 118	19 680 962
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	7 795 804	6 051 268
Revenus reportés (note 12)	12	307 149	231 316
Dette à long terme (note 13)	13	35 393 188	34 448 558
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	641 599	862 292
Autres passifs (note 14)	15		
	16	44 137 740	41 593 434
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(24 911 622)	(21 912 472)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	94 095 663	87 399 611
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	377 300	399 059
Stocks de fournitures	20	546 300	506 266
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	93 969	64 631
	23	95 113 232	88 369 567
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	70 201 610	66 457 095

Obligations contractuelles (note 19)

Droits contractuels (note 20)

Passifs éventuels (note 21)

Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		<u>Budget</u>	<u>Réalisations</u>	
		2021	2021	2020
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(2 975 200)	3 744 515	2 885 601
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2	(19 569 000)	(11 246 632)	(5 464 586)
Produit de cession	3		15 748	35 152
Amortissement	4	4 839 200	4 546 363	4 667 648
(Gain) perte sur cession	5		10 228	(32 121)
Réduction de valeur / Reclassement	6		(21 759)	15 748
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	(14 729 800)	(6 696 052)	(778 159)
Variation des propriétés destinées à la revente	9		21 759	
Variation des stocks de fournitures	10		(40 034)	(68 831)
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		(29 338)	(12 827)
	13		(47 613)	(81 658)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	(17 705 000)	(2 999 150)	2 025 784
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(21 912 472)	(23 938 256)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(21 912 472)	(23 938 256)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(24 911 622)	(21 912 472)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	3 744 515	2 885 601
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	4 546 363	4 667 648
Autres			
▪ Gain sur dispo et reclassement	3	(11 531)	(16 373)
▪ Variation de la JV placement	4	34 145	21 076
	5	8 313 492	7 557 952
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(3 391 641)	(1 612 212)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	1 744 536	536 711
Revenus reportés	9	75 833	250
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(220 693)	(263 961)
Propriétés destinées à la revente	11	21 759	
Stocks de fournitures	12	(40 034)	(68 831)
Autres actifs non financiers	13	(29 338)	(12 827)
	14	6 473 914	6 137 082
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	15	(11 246 632)	(5 464 586)
Produit de cession des immobilisations corporelles	16	15 748	35 152
Acquisition d'actifs incorporels achetés	17	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	18		
	19	(11 230 884)	(5 429 434)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	20	(85 625)	(62 342)
Remboursement ou cession	21		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	22	()	()
Cession	23		
	24	(85 625)	(62 342)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	25	7 121 416	8 163 602
Remboursement de la dette à long terme	26	(6 199 981)	(7 229 766)
Variation nette des emprunts temporaires	27		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	28	23 195	10 562
Autres			
▪	29		
▪	30		
	31	944 630	944 398
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	32	(3 897 965)	1 589 704
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	33	8 517 379	6 927 675
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	34		
Solde redressé	35	8 517 379	6 927 675
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	36	4 619 414	8 517 379

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Rosemère (la Ville) est un organisme municipal existant en vertu de la *Loi sur les cités et villes* de la province de Québec.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé présentée aux pages S-15 et S23.

L'expression « administration municipale » réfère à la Ville excluant les organismes qu'elle contrôle.

A) Périmètre comptable et partenariats

a) Périmètre comptable

s.o.

b) Partenariats

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de l'administration municipale. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les charges consolidés ligne par ligne des partenariats suivants selon les proportions indiquées :

	Quotes-parts 2021	Quotes-parts 2020
Régie intermunicipale d'assainissement des eaux de Rosemère et de Lorraine (RIAERL)		
Activités de l'exercice :	71,63 %	70,75 %
Activités cumulatives à la fin de l'exercice :	58,96 %	58,80 %
Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville (RIPTB)		
Activités de l'exercice :	21,22 %	21,57 %
Activités cumulatives à la fin de l'exercice :	22,24 %	22,32 %

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs financiers, de passifs, d'actifs non financiers, de revenus et de charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Estimations comptables

La préparation des états financiers consolidés de la Ville de Rosemère, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction formule des hypothèses et procède à des estimations qui ont une incidence sur les montants présentés au titre des revenus, des charges, des actifs, des passifs, des droits et obligations contractuels et des actifs et passifs éventuels. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des réclamations en justice et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

C) Actifs

Les actifs financiers et les actifs non financiers sont comptabilisés selon les méthodes comptables suivantes :

a) Actifs financiers

Les actifs financiers constituent des éléments d'actifs qui peuvent être utilisés pour rembourser les dettes existantes ou pour financer des opérations futures. Ils ne sont pas destinés à la consommation dans le cours normal des activités.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Ville est de présenter, dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

Placements de portefeuille

Les placements sont comptabilisés au coût.

Si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'un placement subit une moins-value durable. Toute augmentation ultérieure de la valeur d'un placement ayant fait l'objet d'une réduction de valeur n'est comptabilisée à l'état consolidé des résultats qu'au moment de sa réalisation.

b) Actifs non financiers

La Ville comptabilise les immobilisations et certains actifs à titre d'actifs non financiers puisqu'ils peuvent normalement servir à fournir des services dans des exercices ultérieurs. Ces actifs ne fournissent pas de ressources affectables au règlement de passifs, à moins d'être vendus.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de remplacement. Le coût est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur de réalisation nette.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative. Elles sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

Infrastructures	10 - 40 ans
Bâtiments	10 - 40 ans
Améliorations locatives	Durée restante de l'entente
Véhicules	5 - 15 ans
Ameublement et équipement de bureau	3 - 10 ans
Machinerie, outillage et équipement divers	4 - 20 ans

Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

L'amortissement est porté en réduction de l'investissement net dans les éléments d'actifs à long terme.

Réduction de valeur

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état consolidé des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers consolidés.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme à l'état consolidé de la situation financière et sont amortis sur la durée des emprunts correspondants.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

E) RevenusRevenus autres que les revenus de transferts

Les revenus autres que les revenus de transferts sont constatés dans l'exercice au cours duquel ont lieu les opérations ou les faits dont ils découlent lorsqu'il y a existence d'un accord, que les services ont été fournis, qu'une estimation raisonnable des montants est possible et que le recouvrement est raisonnablement assuré.

Les revenus sont comptabilisés selon les critères de constatation suivants :

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception général et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles;
- Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement;
- Les taxes et compensations tenant lieu de taxes concernant les modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats de l'évaluateur;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Le produit de cession d'actifs immobilisés est comptabilisé comme revenu à la date de l'acte de transfert;
- Les autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux tiers;
- Les revenus d'intérêts sont constatés à titre de revenus lorsqu'ils sont gagnés.

Revenus de transferts

Les transferts sont constatés et comptabilisés aux revenus dans l'exercice au cours duquel ils ont été autorisés par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la Ville, sauf, dans la mesure où les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La Ville comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

F) Avantages sociaux futurs**Avantages sociaux futurs à prestations déterminées**

Pour les employés de l'administration municipale, en plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités;

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 («la Loi»). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de l'administration municipale et de la RIPTB en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2021 selon la méthode de la valeur marchande pour la RIPTB et selon la méthode de la valeur marchande pour le volet courant et de la valeur lissée 3 ans pour le volet antérieur pour l'administration municipale.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement à la charge de l'exercice. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant (pour la dernière fois en 2019) faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés fait l'objet en contrepartie d'une dépense à taxer ou à pourvoir pour fins de taxation.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles la Ville a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquels la Ville a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

Pour l'administration municipale

- Avantages sociaux futurs :
 - pour le déficit constaté initialement au 1er janvier 2007 : dans le cas des régimes non capitalisés, ce déficit n'est pas amorti;
 - pour l'excédent de la dépense de fonctionnement sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés : cet excédent n'est pas amorti.

Pour la RIPTB

- Avantages sociaux futurs :
 - pour le coût relié aux services passés découlant de modifications antérieures à 2020 à un régime de retraite à prestation déterminées: sur la DMERCA des salariés participants touchés;
 - à titre de mesure d'allègement pour la perte actuarielle engendrée par la crise financière de 2008 ou pour toute autre situation permise relativement aux régimes de retraite à prestations déterminées: sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants.

H) Instruments financiers

S.O.

I) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

Passifs éventuels

Les passifs éventuels, incluant les garanties d'emprunt, sont constatés à l'état consolidé de la situation financière lorsqu'il est probable qu'un événement futur viendra confirmer l'existence d'un passif à la date des états financiers consolidés et qu'une estimation raisonnable de la perte peut être établie.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2021	2020
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	4 619 414	4 953 038
Découvert bancaire	2 ()	(
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3		3 564 341
Autres éléments			
▪	4		
▪	5		
▪	6		
▪	7		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8	4 619 414	8 517 379
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9	2 702 270	3 017 080
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10	3 016 000	3 940 000

Note

Les sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composées des éléments suivants :

- Fonds de parc et terrain de jeux : 202 179 \$
- Fonds d'oeuvre d'art : 8 737 \$
- Fonds de roulement : 218 693 \$
- Fonds de stationnement : 40 816 \$
- Fonds de stabilisation de dépenses : 1 508 845 \$
- Fonds d'infrastructures : 2 749 552 \$
- Fonds vert : 131 279 \$

Au besoin, la Ville pourrait utiliser la marge de crédit disponible de 2 500 000 \$ afin de financer l'utilisation des sommes comprises dans les réserves financières.

5. Débiteurs

		2021	2020
Taxes municipales	11	943 154	867 737
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12		1 214
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	6 557 827	5 801 175
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	1 069 031	789 458
Organismes municipaux	15	2 787 025	665 513
Autres			
▪ Amendes et frais de cour	16	632 907	654 756
▪ Mutations et autres	17	2 427 100	2 245 550
	18	14 417 044	11 025 403
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	3 941 381	4 112 530
Organismes municipaux	20		
Autres tiers	21	966 388	528 911
	22	4 907 769	4 641 441
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	336 639	338 220

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

6. Prêts

		2021	2020
Prêts à un office d'habitation	24		
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
▪	26		
▪	27		
	28		
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		

Note**7. Placements de portefeuille**

		2021	2020
Placements à titre d'investissement	30	189 660	138 180
Autres placements	31		
	32	189 660	138 180
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34	(1 951)	(881)

Note

Les placements à titre d'investissement correspondent aux quote-parts versées annuellement au fonds collectif de franchise d'assurances (administration municipale et RIPTB) et au fonds municipal pour la biodiversité (administration municipale seulement).

8. Avantages sociaux futurs

		2021	2020
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	123 301	(154 692)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36	(764 900)	(707 600)
	37	(641 599)	(862 292)
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	1 156 027	984 509
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39	81 600	69 100
Régimes à cotisations déterminées	40		
Autres régimes (REER et autres)	41		
Régimes de retraite des élus municipaux	42	39 150	48 170
	43	1 276 777	1 101 779

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

9. Autres actifs financiers

		2021	2020
Propriétés destinées à la revente (note 16)	44		
Autres	45		
	46		

Note**10. Emprunts temporaires**Ville de Rosemère

Au 31 décembre 2021, la Ville bénéficie d'une marge de crédit d'un montant autorisé de 2 500 000 \$ au taux préférentiel et cette marge de crédit n'est pas utilisée.

Régie intermunicipale d'assainissement des eaux de Rosemère et Lorraine

La RIAERL a négocié une marge de crédit pour ses opérations courantes au montant de 50 000 \$ au taux préférentiel. Au 31 décembre 2021, cette marge n'était pas utilisée.

Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville

La RIPTB bénéficie d'un prêt à demande renouvelable d'un montant de 2 000 000 \$ portant intérêt sur avances au taux de base de la BMO moins 1/2 pour cent. Ce prêt ne comporte aucune garantie.

De plus, une facilité de crédit MasterCard d'un montant de 50 000 \$ es aussi disponible. Ces facilités de crédit sont renouvelables une fois l'an pour une période de douze mois sur la base des états financiers audités de l'exercice.

11. Crédoeurs et charges à payer

		2021	2020
Fournisseurs	47	3 767 678	1 768 878
Salaires et avantages sociaux	48	1 658 701	1 465 543
Dépôts et retenues de garantie	49	978 341	657 934
Provision pour contestations d'évaluation	50	202 800	
Autres			
▪ Intérêts courus sur la dette	51	155 364	156 856
▪ Autres courus et passifs	52	1 032 920	2 002 057
▪	53		
▪	54		
▪	55		
	56	7 795 804	6 051 268

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

12. Revenus reportés

		2021	2020
Taxes perçues d'avance	57		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	58		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	59		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	60	202 179	187 816
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	61		
Société québécoise d'assainissement des eaux	62		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	63		
Autres contributions des promoteurs	64		
Fonds de redevances réglementaires	65		
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	66		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	67		
Accès entreprise Québec	68		
Autres			
▪ Inscriptions loisirs et autres	69	25 470	23 200
▪ Subventions reportées	70	79 500	20 300
▪	71		
▪	72		
▪	73		
▪	74		
▪	75		
	76	307 149	231 316

Note**13. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance			2021	2020
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,45	3,20	2022	2027	77	35 644 427	34 722 992
Obligations et billets en monnaies étrangères					78		
Gains (pertes) de change reportés					79		
					80		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					81		
Organismes municipaux					82		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					83		
Autres					84		
					85	35 644 427	34 722 992
Frais reportés liés à la dette à long terme					86	(251 239)	(274 434)
					87	35 393 188	34 448 558

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2021
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2022	88		6 771 008			6 771 008
2023	89		8 213 890			8 213 890
2024	90		10 133 907			10 133 907
2025	91		5 551 907			5 551 907
2026	92		4 969 480			4 969 480
2027 et plus	93		4 235			4 235
	94		35 644 427			35 644 427
Intérêts et frais accessoires	95		()		()	
	96		35 644 427			35 644 427

Note**14. Autres passifs**

	2021	2020
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	97	
Assainissement des sites contaminés	98	
Autres		
▪	99	
▪	100	
▪	101	
▪	102	
	103	

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	104	37 972 590	771 660		38 744 250
Eaux usées	105	36 489 705	580 055		37 069 760
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	106	47 653 582	1 841 255		49 494 837
Autres					
▪ Autres infrastructures	107	18 808 754	1 504 742		20 313 496
▪	108				
Réseau d'électricité	109				
Bâtiments	110	21 377 143	2 290 950		23 668 093
Améliorations locatives	111	100 888	11 604	7 945	104 547
Véhicules	112	3 451 339	216 433	45 457	3 622 315
Ameublement et équipement de bureau	113	4 293 961	78 455	25 632	4 346 784
Machinerie, outillage et équipement divers	114	7 619 710	478 302	165 416	7 932 596
Terrains	115	3 557 950	1 909 306	(21 759)	5 489 015
Autres	116	190 460			190 460
	117	181 516 082	9 682 762	222 691	190 976 153
Immobilisations en cours	118	1 114 681	1 563 870		2 678 551
	119	182 630 763	11 246 632	222 691	193 654 704
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	120	17 660 724	883 354		18 544 078
Eaux usées	121	15 454 476	771 896		16 226 372
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	122	27 338 003	936 361		28 274 364
Autres					
▪ Autres infrastructures	123	11 816 122	740 190		12 556 312
▪	124				
Réseau d'électricité	125				
Bâtiments	126	10 496 328	535 023		11 031 351
Améliorations locatives	127	68 745	13 308	7 945	74 108
Véhicules	128	2 314 065	259 721	45 457	2 528 329
Ameublement et équipement de bureau	129	3 901 733	131 138	25 632	4 007 239
Machinerie, outillage et équipement divers	130	5 990 496	275 372	139 440	6 126 428
Autres	131	190 460			190 460
	132	95 231 152	4 546 363	218 474	99 559 041
VALEUR COMPTABLE NETTE	133	87 399 611			94 095 663
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	134				
Amortissement cumulé	135	()	()	()	()
Valeur comptable nette	136				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

16. Propriétés destinées à la revente

		2021	2020
Immeubles de la réserve foncière	137	377 300	399 059
Immeubles industriels municipaux	138		
Autres	139		
	140	377 300	399 059
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	141		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	142	377 300	399 059

Note**17. Actifs incorporels achetés**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	143				
▪	144				
▪	145				
▪	146				
	147				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	148				
▪	149				
▪	150				
▪	151				
	152				
VALEUR COMPTABLE NETTE	153				

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2021	2020
Frais payés d'avance			
▪ Frais payés d'avance	154	93 969	64 631
▪	155		
▪	156		
Autres			
▪	157		
▪	158		
	159	93 969	64 631

Note**19. Obligations contractuelles**

En vertu de contrats et ententes, la Ville s'est engagée à verser un montant total de 38 992 486 \$.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Les paiements minimums exigibles pour les cinq prochaines années sont les suivants :

2022	-	12 516 432 \$	2025	-	2 392 739 \$
2023	-	4 345 126 \$	2026	-	1 923 499 \$
2024	-	2 663 497 \$			

20. Droits contractuels

Au 31 décembre 2021, la Ville a des baux et des ententes ayant des échéances entre 2022 et 2038. Les revenus locatifs estimatifs et le remboursement des salaires réels tel que prévu aux ententes s'élèvent à 578 786 \$ et se détaillent comme suit :

2022	-	45 114 \$
2023	-	54 684 \$
2024	-	59 993 \$
2025	-	61 043 \$
2026	-	62 124 \$
2027 et suivantes	-	295 829 \$

Dans le cadre de programmes de subvention sur les infrastructures, les gouvernements du Québec et du Canada se sont engagés à verser une somme de 6 557 336 \$ à la Ville pour des travaux admissibles. Au 31 décembre 2021, des revenus cumulatifs de 2 322 200 \$ ont été comptabilisés à titre de revenus d'investissement et un solde de 4 235 136 \$ de subvention demeure disponible pour des travaux futurs.

Les subventions pour le remboursement des intérêts sur les dettes à long terme totalisent 851 860 \$ et ont des échéances entre 2023 et 2040. Les versements prévus se répartissent ainsi :

2022	-	115 944 \$
2023	-	107 689 \$
2024	-	99 099 \$
2025	-	92 028 \$
2026	-	84 719 \$
2027 et suivantes	-	352 381 \$

21. Passifs éventuels

s.o.

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2021	2020

160

s.o.

B) Auto-assurance

s.o.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

C) Poursuites

Au 31 décembre 2021, les réclamations pendantes s'élèvent à 75 000 \$. Une provision équivalente a été comptabilisée.

Dans l'éventualité où il y aurait obligation d'acquitter ces réclamations, la Ville pourrait utiliser les ressources financières prévues à cette fin soit: les indemnités des polices d'assurance, la provision pour réclamations, un règlement d'emprunt à cet effet ou une combinaison de ces diverses sources de financement.

D) Autres

Au 31 décembre 2021, une provision de 679 100 \$ a été comptabilisée, relativement à des remboursements éventuels à des contribuables et un litige concernant une entente de services.

Contestation de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal

Depuis la sanction de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (L.Q.2014, chapitre 15) le 5 décembre 2014, des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité de la loi ont été déposées devant la Cour supérieure du Québec par des associations d'employés.

Dans un jugement rendu le 9 juillet 2020, la Cour supérieure du Québec a déclaré inconstitutionnelles les dispositions relatives à la suspension de l'indexation des rentes des retraités prévues par cette loi. La Cour a cependant déclaré constitutionnelles les dispositions de la même loi visant les participants actifs. Le gouvernement et certaines municipalités ont interjeté appel de la portion du jugement touchant les retraités. Des associations d'employés ont également interjeté appel de la portion du jugement affectant les participants actifs, faisant en sorte que l'ensemble du jugement de première instance est contesté par l'une ou l'autre des parties. L'exécution du jugement est donc suspendue jusqu'à ce que la Cour d'appel du Québec rende sa décision.

Puisque le résultat de ces démarches est indéterminable, les incidences possibles de ces requêtes et du jugement rendu en première instance n'ont pas été comptabilisées au 31 décembre 2021. L'ampleur du passif éventuel ne peut être fournie car elle ne peut être mesurée avec une fiabilité raisonnable.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

24. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation de la dette nette comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé représente la combinaison du budget initial adopté par le Conseil municipal reclassé pour fins de comparaison et des budgets adoptés par

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

la Régie intermunicipale d'assainissement des eaux de Rosemère et Lorraine et par la Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville, après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles.

25. Instruments financiers

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

26 Données comparatives

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle adoptée pour l'exercice courant.

27 Incidence du Coronavirus (COVID-19) sur les états financiers

En mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé a déclaré l'éclosion d'un nouveau coronavirus (COVID-19) comme pandémie mondiale.

Ville de Rosemère

La Ville de Rosemère a poursuivi ses activités malgré la pandémie. Tous les employés sont demeurés en poste, mais l'accès aux citoyens a été restreint.

Pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2021 et comparativement au budget adopté le 16 décembre 2020, la Ville a subi des pertes de revenus principalement liés aux services rendus, compensées par la réduction des charges de fonctionnement suite au report de certains projets et au ralentissement des activités dû à la pandémie. La Ville a également engagé des dépenses supplémentaires afin de s'adapter aux nouvelles règles sanitaires.

La Ville prévoit que les impacts sur ses résultats et ses flux de trésorerie ne seront pas majeurs au cours du prochain exercice. S'il y a lieu, toute perturbation serait comptabilisée au moment où l'impact serait connu et lorsqu'elle pourrait faire l'objet d'une estimation.

Régie intermunicipale d'assainissement des eaux de Rosemère et Lorraine

La Régie a poursuivi ses activités malgré la pandémie. Tous les employés sont demeurés en poste.

La Régie n'a pas subi de perte de revenus en 2021 comparativement à 2020 et les charges de fonctionnement ont été maintenues au même niveau pour les deux exercices.

La Régie ne prévoit aucun impact sur ses résultats et ses flux de trésorerie au cours du prochain exercice.

Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville

La Régie a poursuivi ses activités malgré la pandémie considérant qu'elle fait partie des services essentiels et la direction a dû s'adapter à l'évolution constante des directives gouvernementales visant à assurer la sécurité de la population. Tous les employés sont demeurés en poste.

La Régie n'a pas subi de perte de revenus en décembre 2021 comparativement à décembre 2020 sauf pour la contribution COVID reçue des villes membres en 2020 qui n'a pas été maintenue en 2021. En ce qui concerne les amendes avec une hausse d'environ 423 000 \$ et certains services rendus, on retrouve un niveau sensiblement plus près de la normale, mais un peu en dessous des budgets fixés. La période de fermeture des écoles et des commerces dans le cadre de la pandémie, ayant été plus courte en 2021 qu'en 2020, l'impact sur la circulation

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

sur les routes a été réduit et explique un retour partiel vers la normalité.

Les charges de fonctionnement ont augmenté principalement au niveau du surtemps et de la dotation et dans certains postes de services professionnels et d'achats de bien non durables. Cependant, elles ont diminué au niveau des frais de déplacement et de formation. Ces écarts ne sont pas significatifs.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Réalisations 2020	Budget 2021	Réalisations 2021			Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	25 494 015	25 348 600	25 102 387			25 102 387
Compensations tenant lieu de taxes	2	552 950	562 300	552 845			552 845
Quotes-parts	3					5 703 431	
Transferts	4	2 263 364	681 300	878 683		42 298	920 981
Services rendus	5	1 727 231	2 138 600	2 111 381		251 955	2 215 165
Imposition de droits	6	2 724 778	2 340 000	3 680 036			3 680 036
Amendes et pénalités	7	560 441	717 400	823 149		751 446	1 574 595
Revenus de placements de portefeuille	8	147 565	90 000	66 495			66 495
Autres revenus d'intérêts	9	34 718	104 500	121 935		13 482	135 417
Autres revenus	10	42 534		13 202		20 156	226 746
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	33 547 596	31 982 700	33 350 113		6 782 768	34 474 667
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15	1 477 120		4 032 728			4 032 728
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17	26 659		77 560			77 560
Autres	18			270 183			270 183
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
Effet net des opérations de restructuration	20						
	21	1 503 779		4 380 471			4 380 471
	22	35 051 375	31 982 700	37 730 584		6 782 768	38 855 138
Charges							
Administration générale	23	4 615 097	4 979 800	4 854 761	168 296		5 023 057
Sécurité publique	24	5 640 930	5 671 000	5 629 148		5 677 315	6 849 446
Transport	25	5 041 369	5 398 300	5 266 632	1 403 193		6 669 825
Hygiène du milieu	26	6 687 241	7 354 400	7 289 186	1 764 517	1 263 537	9 093 995
Santé et bien-être	27	219 929	227 800	234 923			234 923
Aménagement, urbanisme et développement	28	1 085 039	964 100	1 157 249	37 477		1 194 726
Loisirs et culture	29	3 679 934	4 544 000	4 289 155	824 852		5 114 007
Réseau d'électricité	30						
Frais de financement	31	894 701	1 025 300	861 663		68 981	930 644
Effet net des opérations de restructuration	32						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	4 282 396	4 469 100	4 198 335	(4 198 335)		
	34	32 146 636	34 633 800	33 781 052		7 009 833	35 110 623
Excédent (déficit) de l'exercice	35	2 904 739	(2 651 100)	3 949 532		(227 065)	3 744 515

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		<u>Réalisations 2020</u>	<u>Budget 2021</u>	<u>Réalisations 2021</u>		
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Organismes contrôlés et partenariats</u>	
					<u>Total consolidé¹</u>	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 904 739	(2 651 100)	3 949 532	(227 065)	3 744 515
Moins : revenus d'investissement	2	(1 503 779)	()	(4 380 471)	()	(4 380 471)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	1 400 960	(2 651 100)	(430 939)	(227 065)	(635 956)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés						
Amortissement	4	4 282 396	4 469 100	4 198 335	370 076	4 546 363
Produit de cession	5	32 459		15 748		15 748
(Gain) perte sur cession	6	(32 459)		10 228		10 228
Réduction de valeur / Reclassement	7	15 748		(21 759)		(21 759)
	8	4 298 144	4 469 100	4 202 552	370 076	4 550 580
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10			21 759		21 759
	11			21 759		21 759
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12					
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14	20 195	25 000	32 194	1 951	34 145
	15	20 195	25 000	32 194	1 951	34 145
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16					
Remboursement de la dette à long terme	17	(2 653 184)	(2 841 900)	(2 831 952)	(78 981)	(2 910 933)
	18	(2 653 184)	(2 841 900)	(2 831 952)	(78 981)	(2 910 933)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(82 097)	(70 900)	(106 648)	(43 799)	(150 447)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20				118 719	118 719
Excédent de fonctionnement affecté	21	350 000	531 200	499 200	153 118	652 318
Réserves financières et fonds réservés	22	101 566	538 600	366 542	(44 000)	322 542
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	10 205			(31 257)	(31 257)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	379 674	998 900	759 094	152 781	911 875
	26	2 044 829	2 651 100	2 183 647	445 827	2 607 426
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	3 445 789		1 752 708	218 762	1 971 470

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

	Réalizations 2020		Réalizations 2021		
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹	
Revenus d'investissement	1	1 503 779	4 380 471	4 380 471	
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Acquisition d'immobilisations corporelles					
Sécurité publique	2 (	)	61 882)	(124 081)	(185 963)
Administration générale	3 (	105 157)	(19 219)	()	(19 219)
Transport	4 (	2 187 748)	(3 037 557)	()	(3 037 557)
Hygiène du milieu	5 (	1 477 145)	(2 409 984)	(124 598)	(2 522 728)
Santé et bien-être	6 ()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	23 138)	(433 515)	()	(433 515)
Loisirs et culture	8 (	1 490 264)	(5 047 650)	()	(5 047 650)
Réseau d'électricité	9 ()	()	()	()
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 ()	()	()	()
	11 (	5 283 452)	(11 009 807)	(248 679)	(11 246 632)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	12 ()	()	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	13 (	59 537)	(81 839)	(3 786)	(85 625)
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	14	3 502 300	3 360 623	227 010	3 587 633
Affectations					
Activités de fonctionnement	15	82 097	106 648	43 799	150 447
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	16				
Excédent de fonctionnement affecté	17				
Réserves financières et fonds réservés	18	252 300	389 400	169 330	558 730
	19	334 397	496 048	213 129	709 177
	20	(1 506 292)	(7 234 975)	187 674	(7 035 447)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	(2 513)	(2 854 504)	187 674	(2 654 976)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2020	2021	2021	Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	7 208 146	2 702 270	1 917 144	4 619 414
Débiteurs (note 5)	2	10 647 077	14 243 707	493 147	14 417 044
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4	130 737	180 382	9 278	189 660
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6				
Autres actifs financiers (note 9)	7				
	8	17 985 960	17 126 359	2 419 569	19 226 118
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 10)	10				
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	5 652 402	6 938 390	1 177 225	7 795 804
Revenus reportés (note 12)	12	231 316	306 603	546	307 149
Dettes à long terme (note 13)	13	34 128 050	34 945 751	447 437	35 393 188
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	425 600	286 900	354 699	641 599
Autres passifs (note 14)	15				
	16	40 437 368	42 477 644	1 979 907	44 137 740
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(22 451 408)	(25 351 285)	439 662	(24 911 622)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations corporelles (note 15)	18	83 271 179	90 078 434	4 017 230	94 095 663
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	399 059	377 300		377 300
Stocks de fournitures	20	506 266	546 300		546 300
Actifs incorporels achetés (note 17)	21				
Autres actifs non financiers (note 18)	22	33 225	57 104	36 865	93 969
	23	84 209 729	91 059 138	4 054 095	95 113 232
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	4 976 167	3 353 285	854 173	4 207 458
Excédent de fonctionnement affecté	25	746 954	1 369 654	173 450	1 543 104
Réserves financières et fonds réservés	26	3 727 668	5 225 412	62 559	5 287 971
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27	(139 000)	(139 000)	205 210	344 210
Financement des investissements en cours	28	(1 586 771)	(4 441 274)	31 352	(4 409 922)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	54 033 303	60 339 776	3 577 433	63 917 209
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30				
	31	61 758 321	65 707 853	4 493 757	70 201 610
Obligations contractuelles (note 19)					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					
Actifs éventuels (note 22)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2021	Réalizations 2021	Réalizations 2021	Réalizations 2020
Rémunération					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1				
Autre	2	7 806 600	7 721 462	11 588 252	11 287 939
Charges sociales					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3				
Autres	4	2 286 000	2 216 193	3 151 477	2 882 592
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7	1 177 400	1 106 702	2 087 149	1 933 924
Autres biens et services	8	9 693 600	9 644 446	10 181 248	9 049 837
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	900 000	693 484	701 197	756 922
D'autres organismes municipaux	10				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	106 300	135 979	137 337	134 974
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13	19 000	32 200	92 110	78 233
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	7 762 900	7 761 167	2 251 124	1 913 527
Transferts	15				
Autres	16				
Autres organismes					
Transferts	17				
Autres	18	412 900	271 087	303 404	342 848
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19	4 469 100	4 198 332	4 546 363	4 667 648
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
Autres	21			70 962	64 102
	22				
	23				
	24	34 633 800	33 781 052	35 110 623	33 112 546

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	4 207 458	5 991 777
Excédent de fonctionnement affecté	2	1 543 104	900 074
Réserves financières et fonds réservés	3	5 287 971	3 818 268
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(344 210)	(375 466)
Financement des investissements en cours	5	(4 409 922)	(1 724 096)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	63 917 209	57 846 538
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	70 201 610	66 457 095
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	3 353 285	4 976 167
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	854 173	1 015 610
	11	4 207 458	5 991 777
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Aide financière Covid	12	689 400	531 200
▪ Restauration patrimoniale	13	20 000	
▪ Transport en commun	14	652 254	207 754
▪ Autres	15	8 000	8 000
▪	16		
▪	17		
▪	18		
▪	19		
▪	20		
	21	1 369 654	746 954
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪ Équilibre budgétaire	22	173 450	153 120
▪	23		
▪	24		
	25	173 450	153 120
	26	1 543 104	900 074

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪ Fonds d'oeuvre d'art	27 8 737	1 185
▪ Fonds d'infrastructures	28 2 749 552	1 979 275
▪ Fonds de stabilisation	29 1 508 845	554 318
▪ Fonds vert	30 131 279	
▪	31	
	32 4 398 413	2 534 778
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	33	
▪	34	
▪	35	
	36	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	37 218 693	273 920
Organismes contrôlés et partenariats	38 62 559	90 600
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	39 567 490	898 404
Organismes contrôlés et partenariats	40	
Montant non réservé		
Administration municipale	41	
Organismes contrôlés et partenariats	42	
Fonds local d'investissement	43	
Fonds local de solidarité	44	
Autres		
▪ Fonds de stationnement	45 40 816	20 566
▪	46	
	47 889 558	1 283 490
	48 5 287 971	3 818 268

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 ()	()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 (179 000)	(179 000)
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 (84 032)	(101 019)
Mesure d'allègement pour la COVID-19	52 ()	()
Autres	53 (121 178)	(135 447)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	54 (190 000)	(190 000)
	55 (574 210)	(605 466)
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	56 ()	()
Assainissement des sites contaminés	57 ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	58 ()	()
Autres		
▪	59 ()	()
▪	60 ()	()
	61 (574 210)	(605 466)
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	62 ()	()
Utilisation du fonds de roulement	63 ()	()
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	64 ()	()
Utilisation du fonds de roulement	65 ()	()
Autres		
▪	66 ()	()
▪	67 ()	()
	68 ()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	69 ()	()
Mesure relative à la COVID-19	70 ()	()
Frais d'émission de la dette à long terme	71 ()	()
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	72 ()	()
Autres		
▪	73 ()	()
▪	74 ()	()
	75 ()	()
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	76 230 000	230 000
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	77	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	78	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	79	
Autres		
▪	80	
	81 230 000	230 000
	82 (344 210)	(375 466)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	83 801 144	516 896
Investissements à financer	84 (5 211 066)	(2 240 992)
	85 (4 409 922)	(1 724 096)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	86 94 095 663	87 399 611
Propriétés destinées à la revente	87 377 300	399 059
Prêts	88	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	89 189 660	138 180
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	90	
	91 94 662 623	87 936 850
Ajustements aux éléments d'actif	92	
	93 94 662 623	87 936 850
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	94 (35 393 188)	34 448 558)
Frais reportés liés à la dette à long terme	95 (251 239)	274 434)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	96 4 907 769	4 641 441
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	97	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	98	
	99 (30 736 658)	30 081 551)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	100 (8 756)	8 761)
	101 (30 745 414)	30 090 312)
	102 63 917 209	57 846 538

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	_____	2
Régimes supplémentaires de retraite	2	_____	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Le régime de retraite des employés de l'administration municipale et le régime de retraite des employés de la Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville (RIPTB) sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la *Loi sur les régimes complémentaires de retraite du Québec* (L.R.Q., chapitre R - 15.1) et de la *Loi de l'impôt sur le revenu*. Les prestations prévues au titre du régime de retraite sont principalement fonction du nombre d'années de service et de la moyenne des trois meilleures années de rémunération ou de la moyenne des huit meilleures années de rémunération pour certains employés de la RIPTB. Ces avantages varient en fonction de l'employeur et du groupe d'emploi à l'intérieur duquel se retrouve un employé et la période de services rendus. Les participants et les employeurs se partagent le financement de leur régime respectif par le versement de cotisations.

L'évaluation actuarielle la plus récente de l'administration municipale des régimes de retraite aux fins de la capitalisation a été effectuée le 31 décembre 2019.

L'évaluation actuarielle la plus récente de la Régie intermunicipale Thérèse-De Blainville des régimes de retraite aux fins de la capitalisation a été effectuée le 31 décembre 2017 et la prochaine évaluation devrait être effectuée en date du 31 décembre 2020.

La Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminés du secteur municipal

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (RLRQ, c. 15) (ci-après la "Loi"). La Loi vise la restructuration des régimes de retraite et vient distinguer les modalités d'application relativement au service accumulé avant le 1er janvier 2014 (ci-après le "service antérieur") et le service qui s'accumule à compter de cette date (ci-après le "service postérieur"). Une évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 était requise par la Loi pour tous les régimes visés.

	2021	2020
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 (154 690)	(464 053)
Charge de l'exercice	4 (1 156 027)	(984 509)
Cotisations versées par l'employeur	5 1 434 018	1 293 870
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 123 301	(154 692)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 48 314 180	44 544 242
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (48 917 801)	(46 302 450)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 (603 621)	(1 758 208)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 726 922	1 603 516
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 123 301	(154 692)
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 123 301	(154 692)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14 2	2
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15 48 314 180	44 544 242
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (48 917 802)	(46 302 450)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (603 622)	(1 758 208)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 1 826 210	1 748 842
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20 1 826 210	1 748 842
Cotisations salariales des employés	21 (978 900)	(977 089)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()	()
	23 847 310	771 753
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 234 053	154 071
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29	
▪	30	
▪		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31 1 081 363	925 824
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32 2 419 064	2 332 626
Rendement espéré des actifs	33 (2 344 400)	(2 273 941)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34 74 664	58 685
Charge de l'exercice	35 1 156 027	984 509

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36 4 313 647	2 949 674
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 (2 344 400)	(2 273 941)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38 1 969 247	675 733
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39 (1 326 709)	(269 292)
Prestations versées au cours de l'exercice	40 2 956 629	1 832 911
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41 48 862 180	45 461 242
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45 3 902 764	2 087 388
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 14	13
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 5,30 %	5,33 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 5,37 %	5,51 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 2,75 %	3,33 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,00 %	2,39 %
Autres hypothèses économiques		
▪	51	
▪	52	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

**B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	1
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

Les employés de l'administration municipale bénéficient d'une gamme d'avantages sociaux complémentaires de retraite qui comprennent notamment l'assurance-vie et la couverture de soins de santé.

	2021	2020
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55 (707 600)	(662 200)
Charge de l'exercice	56 (81 600)	(69 100)
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57 24 300	23 700
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58 (764 900)	(707 600)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 (738 000)	(726 400)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61 (738 000)	(726 400)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 (26 900)	18 800
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63 (764 900)	(707 600)
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 (764 900)	(707 600)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66 1	1
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 (738 000)	(726 400)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 (738 000)	(726 400)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70 58 900	52 100
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72 58 900	52 100
Cotisations salariales des employés	73 ()	()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 ()	()
	75 58 900	52 100
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76 6 500	(1 700)
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres		
▪	81	
▪	82	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83 65 400	50 400
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84 16 200	18 700
Rendement espéré des actifs	85 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86 16 200	18 700
Charge de l'exercice	87 81 600	69 100
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89 ()	()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91 39 200	(52 300)
Prestations versées au cours de l'exercice	92 24 300	23 700
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96 10	10
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97 2,60 %	2,10 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98 %	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99 2,88 %	2,88 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100 %	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101 4,40 %	4,18 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102 4,00 %	4,00 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103 2040	2040
Autres hypothèses économiques		
▪	104	
▪	105	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	106		
Description des régimes et autres renseignements			
		2021	2020
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107		
Régime de retraite par financement salarial	108		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	109		
Régime de retraite à prestations cibles	110		
Autres régimes	111		
	112		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	113		
Description des régimes et autres renseignements			
		2021	2020
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	114		
Régime de retraite simplifié	115		
REER	116		
Autres régimes	117		
	118		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2021	2020
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	119	13	13

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la *Loi sur le régime de retraite des élus municipaux* (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2021	2020
Cotisations des élus au RREM	120	11 617	14 294
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	121	39 150	48 170
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	122		
	123	39 150	48 170
Note			

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	21 250 100	20 953 358	21 183 412
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3	168 500	166 932	168 784
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7			
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	21 418 600	21 120 290	21 352 196
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	1 867 600	1 905 362	1 939 460
Égout	13			
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15	1 777 600	1 796 108	1 789 089
Autres				
▪ Neige	16	1 800	1 800	1 800
▪	17			
▪	18			
Centres d'urgence 9-1-1	19	80 000	76 833	74 595
Service de la dette	20	203 000	201 994	336 875
Pouvoir général de taxation	21			
Activités de fonctionnement	22			
Activités d'investissement	23			
	24	3 930 000	3 982 097	4 141 819
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	25			
Autres	26			
	27			
	28	3 930 000	3 982 097	4 141 819
	29	25 348 600	25 102 387	25 494 015

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	30			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	31			
Taxes d'affaires	32			
Compensations pour les terres publiques	33			
	34			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	35	83 900	83 061	82 989
Cégeps et universités	36			
Écoles primaires et secondaires	37	478 400	469 784	469 961
	38	562 300	552 845	552 950
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	39			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	40			
Taxes d'affaires	41			
	42			
	43	562 300	552 845	552 950
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	44			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	45			
Taxes d'affaires	46			
	47			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	48			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	49			
	50			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	51			
Autres	52			
	53			
	54	562 300	552 845	552 950

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	55			
Sécurité publique				
Police	56		27 459	38 598
Sécurité incendie	57			
Sécurité civile	58			
Autres	59			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	60	8 000	224	4 817
Enlèvement de la neige	61			
Autres	62			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	63			
Transport adapté	64			
Transport scolaire	65			
Autres	66			
Transport aérien	67			
Transport par eau	68			
Autres	69			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	70		372	8 478
Réseau de distribution de l'eau potable	71	60 720	95 256	91 077
Traitement des eaux usées	72			494
Réseaux d'égout	73	42 580	35 531	32 236
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	74			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	75	115 000	167 413	141 906
Tri et conditionnement	76			
Autres	77			
Autres	78			
Cours d'eau	79			
Protection de l'environnement	80			
Autres	81			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	82			
Sécurité du revenu	83			
Autres	84			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	85			
Rénovation urbaine	86	64	64	524
Promotion et développement économique	87			
Autres	88			20 000
Loisirs et culture				
Activités récréatives	89	8 600	21 324	6 413
Activités culturelles				
Bibliothèques	90	61 400	94 680	65 650
Autres	91	35 000	33 743	9 550
Réseau d'électricité	92			
	93	331 300	448 607	476 066
				419 743

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	94			
Sécurité publique				
Police	95			
Sécurité incendie	96			
Sécurité civile	97			
Autres	98			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	99	5 034	5 034	17 619
Enlèvement de la neige	100			
Autres	101			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	102			
Transport adapté	103			
Transport scolaire	104			
Autres	105			
Transport aérien	106			
Transport par eau	107			
Autres	108			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	109			
Réseau de distribution de l'eau potable	110	917 526	917 526	519 465
Traitement des eaux usées	111			
Réseaux d'égout	112	611 684	611 684	361 025
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	113			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	114			
Tri et conditionnement	115			
Autres	116			
Autres	117			
Cours d'eau	118			
Protection de l'environnement	119			
Autres	120			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	121			
Sécurité du revenu	122			
Autres	123			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	124			
Rénovation urbaine	125			
Promotion et développement économique	126			
Autres	127			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	128	2 498 484	2 498 484	579 011
Activités culturelles				
Bibliothèques	129			
Autres	130			
Réseau d'électricité	131			
	132	4 032 728	4 032 728	1 477 120

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	133			
Péréquation	134			
Neutralité	135			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	136			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	137	215 000	319 984	319 984
Fonds de développement des territoires	138			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	139			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	140	135 000	110 092	110 092
Dotation spéciale de fonctionnement	141			
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	142			
Autres	143		14 839	1 451 336
	144	350 000	430 076	1 849 800
TOTAL DES TRANSFERTS	145	681 300	4 911 411	3 746 663

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffé et application de la loi	146	157 700	106 066	110 895
Évaluation	147			
Autres	148	250 900	131 288	127 257
	149	408 600	237 354	238 152
Sécurité publique				
Police	150	10 000	54 020	57 092
Sécurité incendie	151			
Sécurité civile	152			
Autres	153			
	154	10 000	54 020	57 092
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	155			
Enlèvement de la neige	156			
Autres	157			
Transport collectif	158			
Autres	159			
	160			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	161	1 254 900	1 259 747	1 013 832
Réseau de distribution de l'eau potable	162			
Traitement des eaux usées	163			
Réseaux d'égout	164	16 100	16 181	17 374
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	165			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	166			
Tri et conditionnement	167			
Autres	168			
Autres	169			
Cours d'eau	170			
Protection de l'environnement	171			
Autres	172			
	173	1 271 000	1 275 928	1 031 206

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS (suite)	2021	2021	2021	2020
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPALUX (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social		174		
Autres		175		
		176		
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage		177		
Rénovation urbaine		178		
Promotion et développement économique		179		
Autres		180		
		181		
Loisirs et culture				
Activités récréatives		182		
Activités culturelles				
Bibliothèques		183		
Autres		184		
		185		
Réseau d'électricité		186		
		187		
		1 689 600	1 692 602	1 544 431
				1 326 450

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	188			
Évaluation	189			
Autres	190	76 300	99 202	122 828
	191	76 300	99 202	122 828
Sécurité publique				
Police	192			
Sécurité incendie	193			
Sécurité civile	194			
Autres	195	14 000	10 712	239 041
	196	14 000	10 712	239 041
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	197			
Enlèvement de la neige	198			
Autres	199			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	200			
Transport adapté	201			
Transport scolaire	202			
Autres	203			
Autres	204	10 500	9 506	9 506
	205	10 500	9 506	9 506
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	206			
Réseau de distribution de l'eau potable	207			
Traitement des eaux usées	208			
Réseaux d'égout	209			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	210			
Matières recyclables	211			
Autres	212			
Cours d'eau	213			
Protection de l'environnement	214			
Autres	215	9 700	12 532	12 532
	216	9 700	12 532	12 532

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS (suite)	2021	2021	2021	2020
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	217			
Sécurité du revenu	218			
Autres	219			
	220			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	221			
Rénovation urbaine	222			
Promotion et développement économique	223			
Autres	224	29 000	34 175	33 905
	225	29 000	34 175	33 905
Loisirs et culture				
Activités récréatives	226			
Activités culturelles				
Bibliothèques	227			
Autres	228	309 500	252 652	170 975
	229	309 500	252 652	170 975
Réseau d'électricité				
	230			
	231	449 000	418 779	520 524
TOTAL DES SERVICES RENDUS	232	2 138 600	2 111 381	1 846 974

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	233	145 000	140 836	120 997
Droits de mutation immobilière	234	2 195 000	3 539 200	2 603 781
Droits sur les carrières et sablières	235			
Autres	236			
	237	2 340 000	3 680 036	2 724 778
AMENDES ET PÉNALITÉS	238	717 400	823 149	1 216 047
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	239	90 000	66 495	147 565
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	240	104 500	121 935	48 666
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	241		(10 228)	32 121
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	242			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	243			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	244			
Contributions des promoteurs	245		77 560	26 659
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	246			
Contributions des organismes municipaux	247			
Autres contributions	248		270 183	
Redevances réglementaires	249			
Autres	250		23 430	161 709
	251		360 945	220 489
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	252			

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2021	Réalizations 2021			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2021	2020
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	482 300	440 607	13 317	453 924	453 924	482 427
Greffe et application de la loi	2	1 236 600	1 266 195	38 343	1 304 538	1 304 538	986 262
Gestion financière et administrative	3	1 910 500	1 852 116	79 155	1 931 271	1 931 271	1 995 059
Évaluation	4	121 400	135 911	4 108	140 019	140 019	196 594
Gestion du personnel	5	365 600	370 555	11 199	381 754	381 754	386 939
Autres							
▪ Communications	6	805 300	733 675	22 174	755 849	755 849	685 508
▪ Santé social	7	58 100	55 702		55 702	55 702	59 258
	8	4 979 800	4 854 761	168 296	5 023 057	5 023 057	4 792 047
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	4 565 900	4 587 578		4 587 578	5 794 568	5 540 953
Sécurité incendie	10	1 072 100	991 788		991 788	991 788	899 720
Sécurité civile	11	2 400	19 087		19 087	19 087	11 461
Autres	12	30 600	30 695		30 695	44 003	33 489
	13	5 671 000	5 629 148		5 629 148	6 849 446	6 485 623
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	2 323 300	2 308 446	1 287 132	3 595 578	3 595 578	3 600 191
Enlèvement de la neige	15	943 800	876 756	34 692	911 448	911 448	998 442
Éclairage des rues	16	183 000	146 382		146 382	146 382	162 627
Circulation et stationnement	17	117 900	135 813		135 813	135 813	155 872
Transport collectif							
Transport en commun	18	1 827 900	1 796 974	81 369	1 878 343	1 878 343	1 549 538
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21	2 400	2 261		2 261	2 261	1 298
	22	5 398 300	5 266 632	1 403 193	6 669 825	6 669 825	6 467 968

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2021	Réalizations 2021			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2021	2020
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	1 774 000	1 887 654	388 584	2 276 238	2 207 322	2 055 747
Réseau de distribution de l'eau potable	24	536 500	719 613	601 129	1 320 742	1 320 742	979 651
Traitement des eaux usées	25	984 400	1 018 412		1 018 412	1 127 620	1 142 615
Réseaux d'égout	26	877 300	761 078	744 778	1 505 856	1 505 856	1 456 150
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	314 700	397 947		397 947	397 947	295 501
Élimination	28	210 200	190 770		190 770	190 770	212 104
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	391 100	365 226		365 226	365 226	341 804
Tri et conditionnement	30	688 700	530 799		530 799	530 799	649 565
Matières organiques							
Collecte et transport	31	359 600	396 337	30 026	426 363	426 363	296 521
Traitement	32	150 400	150 417		150 417	150 417	157 109
Matériaux secs							
Autres							
Plan de gestion	35						
Autres							
Cours d'eau							
Protection de l'environnement	38	1 058 500	862 292		862 292	862 292	894 908
Autres	39	9 000	8 641		8 641	8 641	10 525
	40	7 354 400	7 289 186	1 764 517	9 053 703	9 093 995	8 492 200
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	41	167 800	160 523		160 523	160 523	167 822
Sécurité du revenu	42						
Autres	43	60 000	74 400		74 400	74 400	52 107
	44	227 800	234 923		234 923	234 923	219 929

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2021	Réalizations 2021			Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2021	2020
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	846 200	1 032 656	37 477	1 070 133	998 545
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48					
Tourisme	49					
Autres	50	41 000	51 750		51 750	53 420
Autres	51	76 900	72 843		72 843	68 695
	52	964 100	1 157 249	37 477	1 194 726	1 120 660
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	493 600	316 223	81 618	397 841	457 090
Patinoires intérieures et extérieures	54	605 700	460 511	118 859	579 370	460 338
Piscines, plages et ports de plaisance	55	247 100	234 380	60 185	294 565	286 746
Parcs et terrains de jeux	56	1 332 100	1 495 609	386 023	1 881 632	1 685 471
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58	217 500	195 578	50 479	246 057	147 269
Autres	59	153 100	146 459		146 459	153 460
	60	3 049 100	2 848 760	697 164	3 545 924	3 190 374
Activités culturelles						
Centres communautaires	61	248 100	153 366	55 227	208 593	141 250
Bibliothèques	62	1 246 800	1 282 134	72 461	1 354 595	1 217 366
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64		4 895		4 895	15 000
Autres	65					
	66	1 494 900	1 440 395	127 688	1 568 083	1 373 616
	67	4 544 000	4 289 155	824 852	5 114 007	4 563 990

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2021	Réalizations 2021			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2021	2020
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	69	898 200	730 053		730 053	738 629	792 054
Autres frais	70	108 100	99 410		99 410	99 905	99 842
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71	19 000	32 200		32 200	90 864	77 385
Autres	72					1 246	848
	73	1 025 300	861 663		861 663	930 644	970 129
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	75	4 469 100	4 198 335 (	4 198 335)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2021

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	2
Analyse de la dette à long terme consolidée	3
Endettement total net à long terme consolidé	4
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	5

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	7
Analyse de la rémunération non consolidée	8
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	8
Frais de financement non consolidés par activités	9
Rémunération des élus	10

Autres renseignements

Questionnaire	11
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Infrastructures			
	Conduites d'eau potable	1 100 166	1 100 166	413 084
	Usines de traitement de l'eau potable	6 082	6 082	34 215
	Usines et bassins d'épuration			
	Conduites d'égout	1 262 260	1 262 260	970 674
	Sites d'enfouissement et incinérateurs			
	Chemins, rues, routes et trottoirs	2 132 555	2 132 555	1 319 836
	Ponts, tunnels et viaducs	512 022	512 022	413 488
	Systèmes d'éclairage des rues			721
	Aires de stationnement			
	Parcs et terrains de jeux	1 393 797	1 393 797	1 271 253
	Autres infrastructures	183 552	183 552	15 610
	Réseau d'électricité			
	Bâtiments			
	Édifices administratifs	19 569	19 569	55 612
	Édifices communautaires et récréatifs	1 911 209	1 911 209	162 550
	Améliorations locatives		11 605	2 124
	Véhicules			
	Véhicules de transport en commun			
	Autres	158 344	216 434	47 289
	Ameublement et équipement de bureau	39 594	83 268	186 919
	Machinerie, outillage et équipement divers	381 351	504 807	571 211
	Terrains	1 909 306	1 909 306	
	Autres			
		22 11 009 807	11 246 632	5 464 586

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>				
	Infrastructures autres que pour nouveau développement			
	Conduites d'eau potable	23 1 100 166	1 100 166	413 084
	Usines de traitement de l'eau potable	24 6 082	6 082	34 215
	Usines et bassins d'épuration			
	Conduites d'égout	26 1 262 260	1 262 260	970 674
	Autres infrastructures	27 4 221 926	4 221 926	3 020 908
	Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
	Conduites d'eau potable			
	Usines de traitement de l'eau potable			
	Usines et bassins d'épuration			
	Conduites d'égout			
	Autres infrastructures			
	Autres immobilisations corporelles	33 4 419 373	4 656 198	1 025 705
		34 11 009 807	11 246 632	5 464 586

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	2 598 408	1 146 700	827 615	2 917 493
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	454 196		193 800	260 396
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	27 028 947	2 419 339	1 889 517	27 558 769
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	30 081 551	3 566 039	2 910 932	30 736 658
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	4 112 530	78 600	249 749	3 941 381
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11	528 911	460 777	23 300	966 388
	12	4 641 441	539 377	273 049	4 907 769
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	13				
	14	4 641 441	539 377	273 049	4 907 769
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs					
Autres	15				
	16				
	17	4 641 441	539 377	273 049	4 907 769
	18	34 722 992	4 105 416	3 183 981	35 644 427
Dettes en cours de refinancement	19	()		()	
Reclassement / Redressement	20				
Dettes à long terme	21	34 722 992	4 105 416	3 183 981	35 644 427

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	35 196 000
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	5 102 917
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5	
▪	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	2 917 490
Débiteurs	9	4 907 770
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	103 875
Autres		
▪	12	
▪	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	32 369 782
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	15	476 332
Endettement net à long terme	16	32 846 114
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	
Communauté métropolitaine	18	129 583
Autres organismes	19	1 930 779
Endettement total net à long terme	20	34 906 476
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	21	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
	23	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	24	34 906 476
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	26	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	114 600	112 202	115 758
Sécurité publique				
Police	4	4 422 800	4 422 715	
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	1 751 300	1 745 704	1 391 285
Autres	10	2 400	2 261	1 298
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	1 064 500	1 087 328	2 040
Matières résiduelles	12			
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15	9 000	8 641	10 525
Santé et bien-être				
Logement social	16	167 800	160 522	167 822
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	77 400	75 335	71 339
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	153 100	146 459	153 460
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité				
	24			
	25	7 762 900	7 761 167	1 913 527

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021*Non audité*

		2021	2020
Rémunération	1	97 302	76 497
Charges sociales	2	28 908	23 186
Biens et services	3	10 883 597	5 183 769
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	11 009 807	5 283 452

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	23,71	35,00	41 989,00	2 425 042	698 391	3 123 433
Professionnels	2						
Cols blancs	3	46,45	35,00	86 070,00	2 705 703	779 218	3 484 921
Cols bleus	4	31,89	40,00	66 204,00	2 373 074	683 424	3 056 498
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	102,05		194 263,00	7 503 819	2 161 033	9 664 852
Élus	9	7,00			314 945	84 068	399 013
	10	109,05			7 818 764	2 245 101	10 063 865

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.
2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	372				372
Réseau de distribution de l'eau potable	13	95 256	306 906	610 620		1 012 782
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15	35 531	204 604	407 080		647 215
Autres	16	747 525	160 271		2 343 246	3 251 042
	17	878 684	671 781	1 017 700	2 343 246	4 911 411

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		2021	2020
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	34 325	22 732
	4	34 325	22 732
Sécurité publique			
Police	5	9 810	5 686
Sécurité incendie	6		
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	9 810	5 686
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	197 942	214 758
Enlèvement de la neige	11	910	866
Autres	12	16 438	12 848
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	215 290	228 472
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	50 263	53 134
Réseau de distribution de l'eau potable	17	126 755	145 672
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19	294 498	307 875
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21	8 750	10 265
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	480 266	516 946
Santé et bien-être			
Logement social	27	45	61
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30	45	61
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32	1 991	3 010
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35	1 991	3 010
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	105 638	35 338
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	14 298	82 456
Autres	38		
	39	119 936	117 794
Réseau d'électricité			
	40		
	41	861 663	894 701

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Eric Westram	Maire	65 040	17 401	37 888	
Stéphanie Nantel	Conseiller	26 827	13 413		
René Villeneuve	Conseiller	23 263	11 631	3 005	1 502
Melissa Monk	Conseiller	23 892	11 946	299	150
Philip Panet-Raymond	Conseiller	23 472	11 736	3 457	1 729
Marie-Hélène Fortin	Conseiller	28 397	12 030		
Hélène Akzam	Conseiller	25 168	10 668		
Carla Brown	Conseiller	2 557	1 278		
Marie-Élaine Pitre	Conseiller	2 557	1 278		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>		OUI	NON	
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1			800 000 \$
Les questions 2 à 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement				
2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	2	<input type="checkbox"/>	3	<input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021	4			\$
3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	5	<input type="checkbox"/>	6	<input checked="" type="checkbox"/>
4. Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence pour les petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :				
Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	7			\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	8			\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	9			\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	10			\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	11			\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	12			\$
Ligne 14 : Débiteurs	13			\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14			\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	15			\$
Ligne 19 : Créanciers et charges à payer	16			\$
Ligne 20 : Revenus reportés	17			\$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :
- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU. 18 19
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 20 _____ \$
- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières. 21 22
- Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2021 23 920 558 \$
- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM). 24 25
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 26 _____ \$
- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM). 27 28
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 29 _____ \$
6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)? 30 31
- Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)? 32 33
- Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :
7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :
- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 34 35
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 36 _____ \$
- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 37 38
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 39 _____ \$
8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)? 40 41
- Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :
- a) crédits de taxes 42 _____ \$
- b) autres formes d'aide 43 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2021

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2021

44 _____ \$

Facteur comparatif de 2021

45 _____

Valeur uniformisée

46 _____ \$

10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2021 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ

47 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

48 _____ \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

Systèmes de sécurité

49 _____ \$

Chaussées pavées - entretien préventif

50 _____ \$

Chaussées pavées - entretien palliatif

51 _____ \$

Chaussées en gravier - entretien préventif

52 _____ \$

Chaussées en gravier - entretien palliatif

53 _____ \$

Systèmes de drainage

54 _____ \$

Abords de routes

55 _____ \$

Total des dépenses relatives à l'entretien d'été

56 _____ \$

b) Dépenses d'investissement

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

57 _____ \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

58 _____ \$

c) Total des frais encourus admissibles

59 _____ \$

d) Description des dépenses d'investissement

▪ Relatives à l'entretien d'hiver :

▪ Relatives à l'entretien d'été :

e) Si le total des frais encourus à la ligne 59 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2021 (ligne 47), veuillez fournir les justifications :

f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 56 et 58), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2021 (ligne 47) veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

60 _____

b) Date d'adoption de la résolution

61 _____

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?* 62 63
- Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :
- a) Numéro de la résolution 64 2019-10-390
- b) Date d'adoption de la résolution 65 2019-10-15
12. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens
- Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice*
- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) 66 1
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3) 67 _____
- Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens*
- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'exercice (art. 5) 68 2
- d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 8) 69 _____
- e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 9) 70 _____
- f) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice parce qu'il a mordu ou attaqué une personne (art.10) 71 _____
- g) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice (art. 11) 72 2
- h) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 73 198
- i) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité dont le poids est de plus de 20 kg (art. 16) 74 85
- j) Nombre total de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 75 _____
- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement? 76 77
13. Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et de ses entreprises au 31 décembre 2021
- | | | |
|--|----|----------------------------|
| Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL | 78 | <u>3 961 723 \$</u> |
| Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres | 79 | <u>442 439 \$</u> |
| Ministère des Transports | 80 | <u>1 210 580 \$</u> |
| Ministère de la Culture et des Communications | 81 | <u>257 806 \$</u> |
| Autres ministères/organismes | 82 | <u>608 930 \$</u> |
| | 83 | <u>6 481 478 \$</u> |

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2021

Ville de Rosemère | 73020 |

Table des matières

Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	1
Taux global de taxation réel	3

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

À la trésorière de la Ville de Rosemère

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la Ville de Rosemère (ci-après la « ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021 (ci après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint a été préparé dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la ville de répondre aux exigences de l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation de l'état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la ville.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la ville;

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

BCGO s.e.n.c.r.l.

Salaberry-de-Valleyfield, le 22 avril 2022

1 Par CPA auditrice CA, permis de comptabilité publique no. A116447

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

OUI NON S.O.

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? 1 2
- Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».
- Si oui, présentez-vous le budget consolidé? 3 4
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget? 5 6
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2023 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée? 7 8
4. Bien que les normes sur les éléments incorporels achetés soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2024 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée? 9 10

Les questions 5 à 7 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)? 11 12 13
6. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)? 14 15 16
7. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État? 17 18 19

La question 8 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

8. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier? 20 21 22
- Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant? 23 24

La question 9 s'applique aux municipalités locales seulement.

9. La municipalité possède-t-elle sur son territoire une personne assujettie à l'article 222 LFM (personne autoconsommatrice d'électricité)? 25 26

Données prévisionnelles non auditées

Exercice se terminant le 31 décembre 2022

Table des matières

Revenus de taxes	1
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	2
Calcul de certains revenus de taxes	3
Taux des taxes	5
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	6
Questionnaire	8

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

*Non audité***TAXES****SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	21 833 300
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	431 546
Activités d'investissement	4	
Réserve financière pour le service de l'eau	5	
Réserve financière pour le service de la voirie	6	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	7	
Activités de fonctionnement	8	
Activités d'investissement	9	
Autres	10	
	11	22 264 846

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	12	1 864 054
Égout	13	
Traitement des eaux usées	14	
Matières résiduelles	15	1 817 600
Autres		
▪ Neige	16	1 800
▪	17	
▪	18	
Centres d'urgence 9-1-1	19	80 000
Service de la dette	20	172 700
Pouvoir général de taxation	21	
Activités de fonctionnement	22	
Activités d'investissement	23	
	24	3 936 154
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	25	
Autres	26	
	27	
	28	3 936 154
	29	26 201 000

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	84 800
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	479 100
	9	563 900

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	563 900

GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	563 900

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière								
Taxes générales								
Taxe foncière générale (taux unique)	1		x /100 \$					
Taxe foncière générale (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	2	2 263 584 681	x 0,5314 /100 \$	12 028 689				
Immeubles de 6 logements ou plus	3		x /100 \$					
Immeubles non résidentiels	4	557 663 151	x 1,7397 /100 \$	9 701 666				
Immeubles industriels	5		x /100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	6		x /100 \$					
Autres	7	9 686 222	x 1,0628 /100 \$	102 945				
Immeubles forestiers	8		x /100 \$					
Immeubles agricoles	9		x /100 \$					
Total	10			21 833 300	()	()		21 833 300
Taxes spéciales								
Service de la dette (taux unique)	11		x /100 \$					
Service de la dette (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	12		x /100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	13		x /100 \$					
Immeubles non résidentiels	14		x /100 \$					
Immeubles industriels	15		x /100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	16		x /100 \$					
Autres	17		x /100 \$					
Immeubles forestiers	18		x /100 \$					
Immeubles agricoles	19		x /100 \$					
Total	20				()	()		

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière								
Taxes générales								
Taxes spéciales								
Activités de fonctionnement (taux unique)	21		x	/100 \$				
Activités de fonctionnement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	22	2 263 584 681	x	0,0105 /100 \$	237 676			
Immeubles de 6 logements ou plus	23		x	/100 \$				
Immeubles non résidentiels	24	557 663 151	x	0,0344 /100 \$	191 836			
Immeubles industriels	25		x	/100 \$				
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	26		x	/100 \$				
Autres	27	9 686 222	x	0,0210 /100 \$	2 034			
Immeubles forestiers	28		x	/100 \$				
Immeubles agricoles	29		x	/100 \$				
Total	30			431 546	()	()		431 546
Taxes spéciales								
Activités d'investissement (taux unique)	31		x	/100 \$				
Activités d'investissement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	32		x	/100 \$				
Immeubles de 6 logements ou plus	33		x	/100 \$				
Immeubles non résidentiels	34		x	/100 \$				
Immeubles industriels	35		x	/100 \$				
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	36		x	/100 \$				
Autres	37		x	/100 \$				
Immeubles forestiers	38		x	/100 \$				
Immeubles agricoles	39		x	/100 \$				
Total	40				()	()		
		Valeur locative imposable						
Taxe d'affaires sur la valeur locative	41		x	%	()	()		

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**
(montant fixe)**Par unité de logement**

Eau	1	179,00 \$
Égout	2	\$
Eau et égout	3	\$
Traitement des eaux usées	4	\$
Matières résiduelles	5	339,00 \$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code	Préciser
Eau au compteur	1,4783	7 - autres (préciser)	mètres cubes
Améliorations locales		7 - autres (préciser)	divers taux

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis		6 logements ou plus	Immeubles agricoles
				Immeubles non résidentiels	Autres		
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	9 893 502			104 979		
De secteur	2						
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4	34 540					
Autres	5	736 690					
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	10 664 732			104 979		

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

	Immeubles forestiers	Résiduelle			Total
		Résidentielles	Agriculture Résidences	Autres	
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	1	12 266 365			22 264 846
De secteur	2				
Autres	3				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	4	138 160			172 700
Autres	5	2 946 764			3 683 454
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	6				
Autres	7				
	8	15 351 289			26 121 000

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2022, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
▪ Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
▪ Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
▪ Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
▪ Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
▪ Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input checked="" type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>
▪ Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>
▪ Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
▪ Indiquer le total des valeurs imposables étalées, au dépôt du rôle de perception de :			
2021	21	2 740 004 967 \$	
2022	22	<u>2 794 035 700 \$</u>	
▪ Indiquer le total des valeurs imposables sans étalement, au dépôt du rôle de perception de :			
2021	23	2 824 774 300 \$	
2022	24	<u>2 842 243 400 \$</u>	
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2022, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	25 <input type="checkbox"/>	26 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité impose-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2022 :			
▪ une taxe d'affaires en vertu de l'article 232 LFM	27 <input type="checkbox"/>	28 <input checked="" type="checkbox"/>	
▪ une taxe en vertu de l'article 569.11 LCV ou 1094.11 CM	29 <input type="checkbox"/>	30 <input checked="" type="checkbox"/>	
4. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2022 pour des exploitations agricoles enregistrées?	31 <input type="checkbox"/>	32 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	33	_____ \$	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

5. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	34	<u> </u>	\$
6. Date d'adoption du budget par le conseil	35	<u>2021-12-20</u>	
7. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	36	<u>37 032 500</u>	\$
8. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	37	<u>2 912 000</u>	\$
9. Frais de financement — Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	38	<u>766 600</u>	\$
10. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	39	<u>689 400</u>	\$

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je, Justine Asselin, atteste que le rapport financier consolidé de Ville de Rosemère pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 9 mai 2022.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou greffier-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Ville de Rosemère.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Ville de Rosemère consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Ville de Rosemère détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2022-04-26 12:53:36

Date de transmission au Ministère :

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2021

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Réalisations 2020	Budget 2021	Réalisations 2021		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement	1	33 547 596	31 982 700	33 350 113	6 782 768	34 474 667
Investissement	2	1 503 779		4 380 471		4 380 471
	3	35 051 375	31 982 700	37 730 584	6 782 768	38 855 138
Charges	4	32 146 636	34 633 800	33 781 052	7 009 833	35 110 623
Excédent (déficit) de l'exercice	5	2 904 739	(2 651 100)	3 949 532	(227 065)	3 744 515
Moins : revenus d'investissement	6	(1 503 779)	()	(4 380 471)	()	(4 380 471)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	1 400 960	(2 651 100)	(430 939)	(227 065)	(635 956)
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	4 282 396	4 469 100	4 198 335	370 076	4 546 363
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9					
Remboursement de la dette à long terme	10	(2 653 184)	(2 841 900)	(2 831 952)	(78 981)	(2 910 933)
Affectations						
Activités d'investissement	11	(82 097)	(70 900)	(106 648)	(43 799)	(150 447)
Excédent (déficit) accumulé	12	461 771	1 069 800	865 742	196 580	1 062 322
Autres éléments de conciliation	13	35 943	25 000	58 170	1 951	60 121
	14	2 044 829	2 651 100	2 183 647	445 827	2 607 426
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	3 445 789		1 752 708	218 762	1 971 470

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2020	2021	2020
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	7 208 146	2 702 270	4 619 414
Débiteurs	2	10 647 077	14 243 707	11 025 403
Placements de portefeuille	3	130 737	180 382	189 660
Autres	4			138 180
	5	17 985 960	17 126 359	19 226 118
Passifs				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6			
Dette à long terme	7	34 128 050	34 945 751	34 448 558
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8	425 600	286 900	862 292
Autres	9	5 883 718	7 244 993	6 282 584
	10	40 437 368	42 477 644	41 593 434
Actifs financiers nets (dette nette)	11	(22 451 408)	(25 351 285)	(21 912 472)
Actifs non financiers				
Immobilisations corporelles	12	83 271 179	90 078 434	87 399 611
Autres	13	938 550	980 704	969 956
	14	84 209 729	91 059 138	88 369 567
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	15	4 976 167	3 353 285	5 991 777
Excédent de fonctionnement affecté	16	746 954	1 369 654	900 074
Réserves financières et fonds réservés	17	3 727 668	5 225 412	3 818 268
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	18	(139 000)	(139 000)	(375 466)
Financement des investissements en cours	19	(1 586 771)	(4 441 274)	(1 724 096)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20	54 033 303	60 339 776	57 846 538
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	21			
	22	61 758 321	65 707 853	66 457 095

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23-1

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS**
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Aide financière Covid	23	689 400	531 200
▪ Restauration patrimoniale	24	20 000	
▪ Transport en commun	25	652 254	207 754
▪ Autres	26	8 000	8 000
▪	27		
▪	28		
▪	29		
▪	30		
▪	31		
	32	1 369 654	746 954
Organismes contrôlés et partenariats ¹	33	173 450	153 120
	34	1 543 104	900 074
Réserves financières et fonds réservés			
Administration municipale			
Organismes contrôlés et partenariats ¹	35	5 225 412	3 727 668
	36	62 559	90 600
	37	6 831 075	4 718 342

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S15 et S23-1

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	32 369 782
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	34 906 476

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021 Total consolidé	2020 Total consolidé
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	2 917 493	2 598 408
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	27 558 769	27 028 947
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	260 396	454 196
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	3 941 381	4 112 530
Autres	8	966 388	528 911
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	9		
	10	35 644 427	34 722 992

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Réalizations 2020 Administration municipale	Budget 2021 Administration municipale	Réalizations 2021 Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	11	25 494 015	25 348 600	25 102 387	25 102 387
Compensations tenant lieu de taxes	12	552 950	562 300	552 845	552 845
Quotes-parts	13				
Transferts	14	2 263 364	681 300	878 683	920 981
Services rendus	15	1 727 231	2 138 600	2 111 381	2 215 165
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	16	3 432 784	3 147 400	4 569 680	5 321 126
Autres	17	77 252	104 500	135 137	362 163
	18	33 547 596	31 982 700	33 350 113	34 474 667
Investissement					
Taxes	19				
Quotes-parts	20				
Transferts	21	1 477 120		4 032 728	4 032 728
Autres	22	26 659		347 743	347 743
	23	1 503 779		4 380 471	4 380 471
	24	35 051 375	31 982 700	37 730 584	38 855 138

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2021	Réalizations 2021			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2021	2020
Administration générale	1	4 979 800	4 854 761	168 296	5 023 057	5 023 057	4 792 047
Sécurité publique							
Police	2	4 565 900	4 587 578		4 587 578	5 794 568	5 540 953
Sécurité incendie	3	1 072 100	991 788		991 788	991 788	899 720
Autres	4	33 000	49 782		49 782	63 090	44 950
Transport							
Réseau routier	5	3 568 000	3 467 397	1 321 824	4 789 221	4 789 221	4 917 132
Transport collectif	6	1 827 900	1 796 974	81 369	1 878 343	1 878 343	1 549 538
Autres	7	2 400	2 261		2 261	2 261	1 298
Hygiène du milieu							
Eau et égout	8	4 172 200	4 386 757	1 734 491	6 121 248	6 161 540	5 634 163
Matières résiduelles	9	2 114 700	2 031 496	30 026	2 061 522	2 061 522	1 952 604
Autres	10	1 067 500	870 933		870 933	870 933	905 433
Santé et bien-être	11	227 800	234 923		234 923	234 923	219 929
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	12	846 200	1 032 656	37 477	1 070 133	1 070 133	998 545
Promotion et développement économique	13	41 000	51 750		51 750	51 750	53 420
Autres	14	76 900	72 843		72 843	72 843	68 695
Loisirs et culture	15	4 544 000	4 289 155	824 852	5 114 007	5 114 007	4 563 990
Réseau d'électricité	16						
Frais de financement	17	1 025 300	861 663		861 663	930 644	970 129
Effet net des opérations de restructuration	18						
	19	30 164 700	29 582 717	4 198 335	33 781 052	35 110 623	33 112 546
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	4 469 100	4 198 335 (	4 198 335)			
	21	34 633 800	33 781 052		33 781 052	35 110 623	33 112 546

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Réalizations 2020		Réalizations 2021	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	1 503 779	4 380 471		4 380 471
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	5 283 452 )(	11 009 807 )(	248 679 )(	11 246 632)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	59 537 )(	81 839 )(	3 786 )(	85 625)
Financement à long terme des activités d'investissement	4	3 502 300	3 360 623	227 010	3 587 633
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	82 097	106 648	43 799	150 447
Excédent accumulé	6	252 300	389 400	169 330	558 730
	7	(1 506 292)	(7 234 975)	187 674	(7 035 447)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	(2 513)	(2 854 504)	187 674	(2 654 976)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14